



PRÉFET DE L'AUBE

ARRÊTÉ N°2014028-0001

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société PONT SUR SEINE Industries à PONT-SUR-SEINE

Mise en demeure

**Le Préfet de l'AUBE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, livre V - titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 00-5613 du 12 décembre 2000 autorisant la société PONT SUR SEINE Industries à exploiter un atelier de traitement de surfaces sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SEINE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 21 janvier 2014 ;

CONSIDERANT que, dans le cadre du transfert de l'activité de traitement de surfaces sur un autre site, une phase de travaux est en cours pour permettre la mise en service d'une nouvelle ligne de traitement et d'une nouvelle station d'épuration dont la mise en service est prévue au 31 mars 2014 ;

CONSIDERANT que, dans l'attente de la mise en service effective de cette station d'épuration, la visite d'inspection du 28 novembre 2013 a mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de rejet dans le milieu aquatique, fixées par l'arrêté préfectoral susvisé, et que les concentrations mesurées en zinc sont 3 à 4 fois supérieures à la valeur limite autorisée ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube par intérim ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER -

La société PONT SUR SEINE Industries, ci-dessous dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 29, rue Monte-à-Regret à PONT-SUR-SEINE (10400) est mise en demeure pour son site exploité à l'adresse précitée, de respecter sous 3 mois les dispositions des articles 8.4 et 10.1 de l'arrêté préfectoral n° 00-5613 du 12 décembre 2000 susvisé.

ARTICLE 2 - SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - RECOURS

La présente décision peut être déférée par l'exploitant au tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE (25 rue du Lycée- 51 036 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex). Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification.

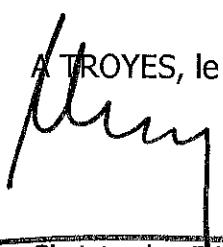
ARTICLE 4 : NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société PONT SUR SEINE Industries.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de PONT-SUR-SEINE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aube par intérim, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Monsieur le Directeur départemental des territoires et Monsieur le Maire de PONT-SUR-SEINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A TROYES, le 12 8 JAN. 2014



Christophe BAY